

**LUNDI 20 JUIN 2011
SEANCE PLENIERE**

**COMPTE ADMINISTRATIF 2010
BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR 2011**

**INTERVENTION DE DIDIER MANIER
PRESIDENT DU GROUPE SOCIALISTE**

Monsieur le Président,

Mes Chers Collègues,

L'examen du compte administratif est un exercice que l'on peut qualifier de « coutumier » pour un certain nombre d'entre nous.

Néanmoins, il me semble important de resituer notre cadre budgétaire et vous présenter ce qui constitue le dernier bilan du mandat 2008-2011.

D'abord parce que notre compte administratif démontre une mobilisation exemplaire de notre collectivité au service des Nordistes.

Ensuite parce qu'il donne une idée précise de la situation financière du Département.

Enfin parce qu'il n'est pas sans conséquence sur notre exercice budgétaire 2011. Ce compte administratif dégage en effet des marges de manœuvre appréciables et bienvenues pour la suite. Je vous en parlerai un peu plus tard.

Mais avant d'entrer dans le détail, revenons sur cette année 2010.

2010, vous vous en souvenez :

- c'est la néfaste réforme des collectivités locales,
- c'est la suppression mal compensée de la taxe professionnelle,
- c'est du même coup la quasi perte de notre autonomie fiscale.

Le tout – faut-il le rappeler – dans un contexte de crise économique majeure et de déficit public record de l'Etat.

Rien n'a été fait pour améliorer la situation. Bien au contraire, le gouvernement a continué de se désengager : gel annoncé des dotations, péréquation inexistante, inefficace voire injuste... Les collectivités se sont retrouvées dans un véritable piège financier.

Ajoutons ce brouillard institutionnel, ce climat de défiance, franchement hostile à l'égard des collectivités locales avec un violent mouvement de recentralisation. Je vous parle évidemment de cette réforme territoriale absurde et inadaptée aux enjeux de notre temps.

Si l'on dresse un premier bilan, l'année 2010 est loin d'être – permettez-moi l'expression – toute rose pour les collectivités.

Entre régression des libertés locales et cure d'austérité imposée, entre les mensonges et le cynisme du gouvernement, 2010 solde une année bien noire pour la décentralisation.

Je me réfère au rapport du secrétaire général des Maires de France, Monsieur André LAIGNEL. Il pointait à l'époque « l'évolution particulièrement préoccupante des finances locales ». Les mots étaient franchement en deçà de la réalité. Car la situation s'est finalement avérée dramatique pour de nombreux départements... au bord de la faillite.

Au Conseil général du Nord, nous avons anticipé et réagi fortement car il y avait danger pour l'avenir.

En 2010, les menaces n'étaient pas tout à fait écartées. Les droits de mutation continuaient leur chute. Face à la pénurie des recettes, il fallait redoubler de prudence.

Nous avons donc été vigilant sur crédit, chaque dépense, chaque ligne budgétaire... C'est ce que j'ai appelé une « gestion à l'euro près ».

Le résultat est conforme. L'évolution maîtrisée de nos dépenses de fonctionnement se chiffre à seulement 3 petits pourcents.

Je précise qu'il nous semblait hors de question d'alourdir la fiscalité. Les élus de la majorité de gauche seront – je l'espère – d'accord avec moi. Les familles nordistes n'ont pas vocation à compenser, sur leurs derniers propres, l'immense déficit de solidarité nationale. Nous avons exclu d'emblée cette possibilité de lever l'impôt sur les ménages.

La politique – vous le savez – consiste à faire des choix et rendre des arbitrages. Ce n'est jamais facile dans pareille circonstance lorsque les contraintes sont aussi pesantes.

Voyez la part de nos dépenses sociales obligatoires versées pour le compte de l'Etat. Elles se chiffrent à plus d'un milliard et demi d'euros dans le compte administratif 2010 : 70 % de notre budget de fonctionnement dont 500 millions d'euros rien que pour le RSA.

Non Mesdames et Messieurs de l'UPN-UMP, il ne s'agit pas de dépenses superflues pour encourager l'assistanat. Il s'agit juste de strict minimum de permette des actions de solidarité envers les femmes et les hommes de notre département qui rencontrent – à un moment donné de leur vie – des difficultés, un souci de santé, un handicap ou qui sont durablement exclus de l'emploi car de l'emploi, il n'y en a pas assez. Il n'y en a toujours pas suffisamment.

Le véritable cancer de la société, c'est l'injustice, la précarité, les inégalités aggravées par la politique du gouvernement dont l'un des derniers symboles est la suppression de l'ISF ; que même le MEDEF n'osait imaginer !

Combien va encore coûter cette réforme de l'ISF ? L'Etat a-t-il les moyens de s'en priver ?

Aujourd'hui, 8 milliards d'euros manquent à la dépendance.

L'ISF aurait pu abonder ce fonds. C'était loin d'être scandaleux. Cela aurait pu financer la solidarité avec les personnes âgées. Cela aurait pu leur permettre de vieillir dignement, dans les lieux de leur choix, aux côtés de leur proche.

Voilà encore un beau gaspillage de l'argent public quand les Départements financent à eux seuls 70 % de l'APA. Pour la seule année 2010, notre collectivité a en effet versé plus de 200 millions d'euros d'aides. Sans compter les subventions aux maisons de retraite, la coordination gérontologique ou la participation aux frais d'hébergement.

C'est également la Prestation de Compensation du Handicap qui nous a coûté plus de 56 millions d'euros l'an dernier contre 38 millions en 2009.

Les trois allocations individuelles de solidarité passent chaque année en pertes et profits ; au grand bénéfice de l'Etat et à la charge des Départements.

La situation perdue depuis trop longtemps.

Il faut agir. Nous attendons beaucoup du recours de l'ADF devant le juge.

Même les agences de notation condamnent la situation. C'est dire ! Dans une étude récente sur les finances départementales, Standard & Poor's souligne que le gouvernement n'a rien fait qu'apporter de « simples pansements » tandis que certains départements se dirigent dans une « impasse budgétaire ». J'ai envie d'ajouter que nous allons tous droit dans le mur !

Les finances publiques sont dans le rouge. La dette de l'Etat est vertigineuse. Le gouvernement continue de jouer aux apprentis sorciers. Cela risque de très mal finir !

Le Président SARKOZY a beau jeu de se pavaner au G 20, lui le grand ami des banques et de la finance, faisant mine de régler les problèmes du monde entier quand la France, comble de la situation, n'a jamais été aussi fragile !

Qui peut encore croire aux vieilles recettes du moins de démocratie, moins de solidarité, moins de collectivités ? Personne.

Le pays réel, nos communes, régions, nos départements ont besoin de décentralisation, de service public de proximité et plus encore de justice territoriale.

C'est le cas ici, dans le Cambrésis, dans l'Avesnois et dans les 6 grands arrondissements du Nord où le Département loge, aménage, transporte, construit des routes et des collèges mais surtout améliore la vie de tous.

J'en viens, mes chers collègues, aux résultats du compte administratif 2010.

Notre gestion nous a permis d'être à la fois :

- un département bâtisseur avec un investissement net annuel de 390 millions d'euros,
- un département solidaire qui accompagne les communes à hauteur de 69 millions d'euros,

- un département sérieux qui remplit ses missions légales en termes d'action et de prévention sociale quand l'Etat se désengage,

- un département volontaire en matière de développement durable, économique et rural avec, par exemple, 2, 77 millions d'euros consacrés à la création d'activités,

- un département attractif sur le plan sportif, touristique et culturel.

Ce qui est essentiel, à mes yeux, c'est que le Conseil général du Nord est une assemblée où l'on « réalise ». Nous ne sommes pas dans l'incantation, dans la polémique permanente, dans le paraître plutôt que sur l'être, nous sommes entièrement dans l'action.

Les taux de réalisation de nos dépenses ne me feront pas mentir. Avec 95 % en fonctionnement et 75 % en investissement, ils affichent une mobilisation exemplaire des services départementaux.

A l'heure de la finance sauvage, le Département du Nord est plus que jamais un créateur de richesses partagées, une collectivité ancrée dans le quotidien des habitants, porteur d'un autre modèle et d'une autre économie.

Il me reste à vous dire quelques mots sur le budget supplémentaire. Il intègre le résultat positif de l'an dernier soit un excédent de 100 millions d'euros.

Les droits de mutation ont en effet enregistré une hausse de + 33 % entre 2009 et 2010. Notons qu'ils ne sont pas encore revenus au niveau 2007.

Nous sortons un peu la tête de l'eau. Mais attention prudence. La crise n'est pas encore de l'histoire ancienne. Les indicateurs continuent de montrer la fragilité de l'économie.

Pour autant, je ne suivrai pas les rabat-joies de tout poil. Ce budget supplémentaire est une excellente nouvelle.

Il faut s'en rappeler. Nos décisions modificatives enregistraient jusqu'alors de simples mouvements d'ordre, des ajustements mineurs au budget primitif, bref il n'y avait pas grand-chose à dire...

Ce budget supplémentaire ne signe pas le retour des vaches grasses. Mais nous avons su créer des marges de manœuvre. Elles vont permettre d'abord d'accroître notre autofinancement et juguler la dette pour 30 millions d'euros en 2011.

30 millions seront également provisionnées contre la fluctuation des droits de mutation. C'est une sage décision qui doit mettre le département à l'abri des secousses.

23 millions seront affectés aux Espaces Naturels Sensibles en vertu de nos obligations.

Enfin, les 18 millions restants alimenteront la première décision modificative du budget 2011 avec de nouveaux moyens.

Après les tempêtes financières de l'année 2008 et 2009, le département reprend un peu son souffle.

Nous avons tenu bon sans rien compromettre.

Je dois dire que nous n'avons jamais été les adeptes de l'austérité. L'austérité a d'autres champions. Ils ont pour nom Nicolas SARKOZY, François FILLON ou Christine LAGARDE qui, avec leur réforme de l'ISF, font encore 2 milliards de cadeaux fiscaux sur le dos de l'école, de la sécurité ou de l'hôpital.

L'austérité est une politique injuste. Elle n'a jamais été la nôtre. Au Conseil général, nous avons préféré gérer avec discernement et rigueur en sauvegardant nos actions essentielles car rien n'est accessoire. Le résultat porte aujourd'hui ses fruits. Je tiens à le souligner. Il permettra d'écrire de nouvelles pages dans notre politique départementale.

Je ne m'étends pas plus. Nous aurons l'occasion de nous retrouver le 4 juillet prochain, pour aborder, avec le Président KANNER, la décision modificative et les nouveaux axes de la politique départementale.

Dans cette perspective, Monsieur le Président, mes chers collègues, je veux, au nom du Groupe Socialiste, approuver sans réserve le compte administratif 2010 et ce budget supplémentaire 2011 et par là même féliciter les services du Conseil général du Nord.

Merci de votre attention.